

Stocamine : un dessert partagé

Les conseillers *Alsace*
municipaux *2/12*
ont réaffirmé
leur souhait
que les déchets enfouis
à Stocamine
soient déstockés.

En guise de dessert, c'est toujours Stocamine qui est servi au conseil municipal de Wittelsheim. Un plat inscrit, mardi soir, sur la carte du jour à la demande des trois élus du groupe de gauche « Wittelsheim solidarité et avenir ». Marie-Jeanne Taureau, Pierre Richert et Nicole Joste ont, par écrit, fait part au maire de leurs inquiétudes après la première réunion du comité de pilotage (CoPil) d'experts, le 19 novembre dernier, et rappelé leurs positions, en l'occurrence que « Stocamine a été construit sur des mensonges » et qu'il « est grand temps de prendre la décision qui s'impose, à savoir la remontée de tous les déchets ».

« Une absolue nécessité » pour les trois élus de gauche qui rappellent que « la mine Joseph-Else, une fois qu'il n'y aura plus d'activité humaine, sera envoyée ». « Ce qui provoquera, inéluctablement, la pollution de la nappe phréatique, une des plus importantes réserves d'eau souterraine d'Europe, touchant ainsi la population bien au-delà de Wittelsheim et de notre génération. » Et les élus de gauche d'ajouter : « Techniquement, le déstockage est possible. Il n'y a pas besoin d'expertises pour l'affirmer. Les mineurs ont su descendre les déchets, ils sauront les remonter. Leur expérience professionnelle vaut plus que la soi-disant expertise du comité de pilotage que l'État veut mettre en place. Ce n'est qu'une question de moyens que l'on veut bien se donner », assurent les élus de gauche pour qui « les tergiversations actuelles de l'État portent à penser que nous allons vers un enfouissement ». Inquiets de l'avenir des salariés de Stocamine, Marie-Jeanne Taureau, Pierre Richert et

Nicole Joste réclament également un débat public, en présence de tous les élus, notamment les députés Sordi et Hillmeyer, les élus du Département et de la Région, le préfet, un représentant du ministère de l'Environnement, le liquidateur des MDPA et PDG de Stocamine, Alain Rollet. Autre revendication des élus de gauche : l'organisation d'un référendum populaire sur l'avenir de Stocamine (enfouissement ou déstockage) dans les différentes communes concernées.

L'interview qui a surpris

Ces exigences des élus de gauche, référendum inclus, le maire de Wittelsheim, comme l'ensemble du conseil, y souscrit sans réserve. Denis Riesemann l'a répété mardi soir après avoir rendu publique une lettre qu'il a adressée, le 25 novembre, au président du CoPil, Pierre Berrest. Car c'est peu d'écrire que le premier magistrat de Wittelsheim s'est

« étranglé », le 20 novembre au matin, en lisant l'interview accordée à « L'Alsace » par Pierre Berrest. Le président du CoPil évoquait, entre autres, une « forte pression », dans le Bassin potassique, « pour ne pas déstocker ». « Extrêmement surpris », Denis Riesemann indique, dans son courrier à Pierre Berrest, que « la seule « forte pression pour ne pas déstocker » que je connaisse à ce jour vient de l'exploitant et, en aucun cas, des travailleurs, des syndicats ou d'une partie de la population issue du monde minier ». Et Denis Riesemann d'ajouter : « Même si tout un chacun est conscient que le déstockage est plus complexe et coûteux que l'enfouissement définitif, c'est la réversibilité qui a été demandée lors de la réunion publique du vendredi 15 octobre 2010, tant par les associations, les élus, les travailleurs miniers que les syndicats. » Loin d'approcher de son épilogue, le feuilleton Stocamine ne fait peut-être que commencer...

L.B.